

neté qui, seule, peut satisfaire la papauté. Sur cette base, il y aurait une entente durable entre le S. Siège et l'Italie. Nous ne manquerons pas de travailler de toutes nos forces, pour réaliser ce *desideratum* des populations. Du reste, nous désirons d'autant plus vivre en paix avec notre voisin, qu'elle fait le jeu de la politique autrichienne, en restant notre alliée.

Les Italiens, qui savent mieux que personne lire entre les lignes, ont fort bien compris, et c'est pour cela que les paroles de Kalnoky ont fourni matière à une interpellation dans le Parlement italien. Le bouillant Cavalotti, et Bovio, l'auteur de l'apothéose de l'apostat Bruno, ont prié le gouvernement de rassurer la conscience alarmée du peuple. C'est ce qu'a fait Di Rudini, et en évoquant les souvenirs de l'époque qui a précédé et suivi le 20 septembre 1870, il a voulu prouver que le gouvernement autrichien, qui alors n'a pas remué un doigt en faveur du Pape, est encore aujourd'hui dans les mêmes dispositions.

Implicitement, il a donc prêté un mensonge au comte Kalnoky, qui a fait une déclaration suffisamment explicite, en faisant comprendre au gouvernement allié, que la situation actuelle ne peut pas durer. Di Rudini a nié de plus l'authenticité des déclarations de Kalnoky. C'est là un fait étrange, qui devra beaucoup amuser les cercles politiques de Vienne et du monde entier. La résultante de cette discussion au sein de la Chambre italienne, c'est que les maçons s'obstinent à vouloir être plus maçons que cette dernière.

L'exposé financier fait par le ministre Luzzatti n'a satisfait ni les amis, ni les adversaires, et a été accueilli froidement par la Chambre qui, cette fois, a été l'interprète fidèle du sentiment général. La situation économique du pays et de Rome est plus critique que jamais. A ceux qui demandent du pain et du travail, le ministre Luzzatti a déclaré que le gouvernement peut seulement faire à Rome l'aumône de certains travaux. A cette session-ci, comme aux précédentes, le Sénat et la Chambre s'occupent de réformes : réforme du code pénal, réforme de la loi électorale, etc. Le ministère veut tout réformer, mais il oublie malheureusement qu'il devrait se réformer lui-même. C'est un point que les ministères négligent trop souvent.

Les tyranneaux qui gouvernent la France sont à la veille de modifier leur tactique. Les discours prononcés, récemment au Sénat et à la Chambre des députés, les ordres du jour préparés ou acceptés, le laissent voir clairement. De sourde qu'elle a été jusqu'ici,